



## La Suisse entre mondialisation et cloisonnement

Les facteurs de succès clés de la Suisse en tant que nation exportatrice ont été au centre des discussions de la Journée de l'économie d'economiesuisse. La mondialisation est et reste indispensable pour la prospérité de notre pays, a déclaré Heinz Karrer, président de la fâtière, devant quelque 350 personnalités issues des milieux économiques, politiques et scientifiques ainsi que des médias. Aart De Geus, orateur invité, a également souligné l'importance de l'interconnexion internationale de la Suisse «en tant que championne mondiale de la globalisation». Pour sa part, le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann a appelé à garantir les accords bilatéraux avec l'UE, à refuser des initiatives visant un cloisonnement du marché et à continuer de développer le réseau commercial.

«Le commerce mondial est à la croisée des chemins», a constaté Heinz Karrer, président d'economiesuisse, dans son discours à l'occasion de la Journée de l'économie. «Et, avec lui, la mondialisation de l'économie.» D'après Heinz Karrer, le vent a manifestement tourné. Commerce mondial et marchés ouverts, multilatéralisme et espaces de libre-échange étaient considérés – encore récemment – comme des gages de paix et de prospérité. Cela est désormais remis en question, plus ouvertement que jamais. C'est sous-estimer nettement les apports de la mondialisation. À l'occasion de son assemblée générale, economiesuisse présente une publication sur le rôle de la mondialisation pour la Suisse, mais également pour le monde entier.

Le libre-échange est un facteur de prospérité et la mondialisation est et restera indispensable – en particulier pour la nation exportatrice prospère qu'est la

Suisse, a affirmé Heinz Karrer. Il importe de protéger notre pays et sa tradition d'économie de marché ouverte et libérale contre des réglementations et un cloisonnement excessifs. C'est à cette seule condition que la Suisse pourra rester performante dans un avenir globalisé.

## La force du droit plutôt que le droit du plus fort

Aart De Geus, président du Comité de la Fondation Bertelsmann et orateur invité, a attesté que la Suisse s'était mondialisée dès les années 1990 et avait compris que l'interconnexion internationale était décisive pour faire face à la concurrence mondiale à long terme – d'autant plus pour un petit pays. Entre 1990 et 2000, notre pays a renforcé – dans une mesure supérieure à la moyenne, en comparaison avec d'autres pays – son degré de mondialisation; et ce tant sur les plans économique, social que politique. Cela a porté ses fruits, sous la forme d'une progression accrue de la performance économique induite par la mondialisation. D'après le rapport 2018 sur la mondialisation de la Fondation Bertelsmann, la Suisse est la championne mondiale de la globalisation parmi les 42 pays examinés.

Aart De Geus a aussi évoqué des évolutions problématiques observées depuis la crise économique et financière de 2007/2008. Depuis lors, le protectionnisme, et non l'interconnexion, gagne du terrain à l'échelle mondiale. Cela a des conséquences négatives sur la croissance: «Les mesures de cloisonnement économique pèsent sur la prospérité des citoyennes et citoyens», a déclaré Aart De Geus. Il plaide pour une intégration plus forte des pays émergents dans l'économie mondiale et pour l'ouverture des marchés à des produits, surtout agricoles, provenant de pays moins développés. Un régime économique mondial multilatéral qui se fonde sur la force du droit et non sur le droit du plus fort est important en particulier pour de petits pays comme la Suisse. Malgré des tendances accrues au cloisonnement, la Suisse, en tant qu'économie relativement ouverte et traditionnellement fortement interconnectée, est bien positionnée face à la concurrence mondiale. Enfin, en ce qui concerne l'accès de la Suisse au marché intérieur de l'UE, Aart De Geus a lancé un appel aux milieux politiques, afin qu'une solution durable soit trouvée pour régler les relations de plus en plus difficiles entre les deux partenaires.

Pourquoi faut-il absolument sauver les accords bilatéraux avec l'UE? Telle était la principale question adressée à quatre jeunes gens lors du débat animé par Wasiliki Goutziomitos, journaliste de la SRF. Les jeunes ont formulé leurs propositions en matière de politique économique extérieure de la Suisse, selon différents points de vue.

Les facteurs de succès clés de la Suisse en tant que nation exportatrice ont également suscité une discussion animée lors de la table ronde réunissant Jürg Grossen (conseiller national et président du Parti vert/libéral Suisse), Mark Herkenrath (directeur d'Alliance Sud), Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch (secrétaire d'État et directrice du Seco) et Eva Jaisli (CEO de PB Swiss Tools).

Dans son intervention, le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann a appelé à préserver l'ouverture de l'économie: «Quand le monde est sens dessus dessous, nous devons revenir aux points forts de la Suisse et à notre boussole.» Pour ce faire, il a indiqué trois pistes à privilégier: garantir les accords bilatéraux avec l'UE, refuser des initiatives dangereuses visant un cloisonnement du marché et continuer de développer le réseau commercial.

Des photos de la manifestation sont publiées au fur et à mesure sous  
<https://www.economiesuisse.ch/gallery>